

# Radicalisation : expériences de prise en charge

Simone Soulas, CCMM-Centre Roger Ikor  
Fecris, mai 2017

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, chers(es) amis(es), la contribution que nous vous proposons est issue de l'expérience du CCMM impliqué dans la prise en charge des jeunes inscrits dans un processus de radicalisation<sup>1</sup> et de leurs familles, dans plusieurs régions du territoire national français. Elle s'inspire de rencontres et échanges avec d'autres acteurs également engagés dans la prévention de la radicalisation.

C'est donc avant tout un témoignage d'expérience. Dès 2011, le CCMM a été sollicité par des familles inquiètes des changements de comportement de leurs enfants du fait de leurs croyances religieuses aussi soudaines qu'extrémistes. La progression rapide du phénomène et les événements tragiques ont conduit les pouvoirs publics français à imaginer un dispositif de prévention et de suivi des jeunes, dont je vous dis quelques mots : en 2014, le Ministère de l'Intérieur crée un Numéro Vert, plateforme téléphonique de signalement à disposition des familles et des proches (éducateurs, relations, enseignants...) observant des comportements inquiétants et potentiellement dangereux chez un jeune. Après une première analyse par la plateforme téléphonique, chaque « cas » est orienté pour une prise en charge par la préfecture de son département de résidence. Les préfectures ont progressivement mis en place des cellules de prévention de la radicalisation qui, en collaboration avec les services sociaux, la sécurité intérieure, la justice et les associations, organisent le suivi des jeunes et de leurs familles. Dès janvier 2015, le CCMM intègre ce dispositif sur plusieurs points du territoire.

Par ailleurs, un nombre non négligeable de familles, réticentes à signaler leurs enfants aux pouvoirs publics, s'adressent directement à nous. Elles craignent la stigmatisation, mais aussi sont le plus souvent dans le déni du caractère potentiellement dangereux de leurs jeunes : « Mon fils ne peut pas être d'une telle violence ». L'essentiel de notre mission est de les en convaincre chaque fois que

<sup>1</sup> Pour la fluidité de l'exposé, je parlerai de « jeunes radicalisés », mais la notion de jeunes recouvre des mineurs et des majeurs, et au qualificatif de « radicalisés », il conviendrait de substituer « inscrits dans un processus de radicalisation. »

cela nous paraît être le cas.

Quelques chiffres à ce jour :

13 000 jeunes ont été signalés depuis la création du N° Vert (4 500 par les forces de sécurité, 8 500 sur la plate-forme téléphonique), dont :

- 40 % sont des convertis.
- 35 % sont des femmes.
- 25 % ont moins de 20 ans.

Si ramenés à la population nationale de référence ces chiffres sont faibles, ils sont effroyables quant aux risques collectifs mortifères qu'ils représentent, mais aussi dramatiques pour le jeune dont l'avenir est durablement affecté.

Et pourtant, dès avant 2010, l'historien Gilles Kepel rapportait le propos suivant, je le cite : « En 2005, l'idéologue syrien Abdou Moussab Al Sourî, appelle à la résistance islamique mondiale... C'est la naissance du jihadisme de 3<sup>e</sup> génération. La première cible c'est l'Occident et son « ventre mou », l'Europe, que l'on combattrait de l'intérieur avec ses propres citoyens ». À partir de là, nous dit Kepel, seront menées des actions souterraines, en particulier dans le système carcéral et par le biais des sites internet.

## La radicalisation

Que met-on sous ce terme ? Nous retenons la définition en trois points, qu'en donne F. Khosrokhovar (sociologue d'origine iranienne, enseignant à l'EHESS) :

- Un processus - plus ou moins long, mais à de rares exceptions près, les changements ne s'opèrent pas brusquement - ,
- d'adoption d'une croyance en une idéologie extrémiste,
- légitimant le recours à la violence.

Nous sommes bien placés ici pour connaître les multiples radicalisations religieuses, même si l'extrémisme islamique peut être considéré avant tout comme une radicalité politique. Énoncer leurs points communs met en évidence les caractéristiques faisant écho à l'embrigadement sectaire :

- Elles correspondent à une recherche identitaire exclusive.
- Elles induisent l'appartenance à une communauté de croyance qui protège.
- L'objet de la croyance est vérité dogmatique et ignorée des autres.
- C'est donc une identité « contre », qui renforce l'isolement social et impose des comportements codifiés.
- Les « adeptes » se sentent investis d'une mission.

Le projet jihadiste est tout à la fois religieux et politique, une idéologie mondialiste et eschatologique. Il se donne pour cible des personnes jeunes, hommes et femmes, musulmans et convertis, qui pour beaucoup ont les vulnérabilités et les rêves de la jeunesse : la recherche d'idéal, la sensibilité exacerbée face à l'injustice, l'attrance pour les modèles rebelles, néanmoins rassurants parce que binaires...

Parmi les jeunes rencontrés, de profils, d'appartenance sociale et de niveaux scolaires très variés, nous pouvons distinguer des points communs par classe d'âge :

- Les plus de 25 ans, plus masculins (mais il y a des filles !) politisés et violents. Suivis par la Sécurité Intérieure, nous ne les connaissons pas.
- Les quelques cas de 20-25 ans sont troublants ; des « idéalistes attardés », beaucoup de jeunes en échec d'insertion sociale, des « petits » délinquants et quelques cas psychiatriques non détectés avant.
- Les plus jeunes de 14 à 20 ans, parmi lesquels de nombreuses jeunes filles, sans préoccupation religieuse ou politique avant de fâcheuses rencontres. Ils sont au centre de la majorité des situations que nous avons suivies et à propos desquelles nous mettons en évidence des phases dans le processus de radicalisation.

## Les phases du processus

▮ Dans la majorité des cas, les premiers contacts avec les « recruteurs » s'opèrent dans les lieux de socialisation habituels et pour les mineurs, souvent en milieu scolaire. Ces premiers contacts, qui suscitent des débats intimes chez les jeunes, sont ensuite relayés par les réseaux sociaux inscrivant le jeune dans une nouvelle communauté d'appartenance.

▮ L'objectif est l'adhésion à la pratique de l'islam, et progressivement d'un islam de plus en plus intégriste. La revendication par les jeunes de leurs nouvelles appartenances, leur volonté de conversion ou de « reconversion », les ruptures qui s'opèrent dans leur vision des rapports hommes/femmes, l'arrêt de leurs activités de loisir... inquiètent leur entourage qui sollicite de l'aide. Il s'est alors passé entre 6 mois et 1 an depuis le début de l'embrigadement, car le moment où l'engagement s'initialise demeure invisible pour l'entourage.

▮ Les conflits avec les proches se multiplient, la pression externe des recruteurs et de la communauté se renforce et devient exigeante et harcelante. La distanciation affective avec la famille s'accroît ; c'est à ce moment que les

risques de basculement de comportement sont les plus brusques, sous forme de « quitte ou double », assez imprévisibles et de légitimation d'un modèle politique totalitaire et violent.

Cette distanciation peut aller jusqu'à la rupture complète, souvent précédée d'un « pseudo » retour à la normale par dissimulation. Les risques de passages à l'acte violents, quelle qu'en soit la forme, sont alors majeurs.

Sans insister davantage sur les changements, les signes, les indicateurs de rupture, nous reconnaissons aisément la progression et les mécanismes à l'œuvre dans les manipulations mentales :

- Le maillage progressif et prégnant autour des jeunes conduit par des recruteurs physiques ou virtuels, « entraînés » et beaux parleurs.
- Les délais qui s'écoulent pour que s'opère sans méfiance le passage de l'accrochage à l'adhésion. Puis le rythme qui s'accélère et les exigences qui se renforcent.
- La valorisation du nouveau groupe d'appartenance (« les frères, les sœurs »), le changement de prénom, voire d'identité, et l'isolement des référents habituels.
- Le nouveau corpus de croyances binaire, contre le reste du monde, mais rassurant.
- La théorie du complot et les contre-vérités.
- Le harcèlement intellectuel et quasi physique par le biais des sites internet.
- L'assimilation de toute critique à une trahison.

## Comment comprendre ?

Sans doute en se rappelant que le projet jihadiste a été pensé, organisé et servi par des moyens conséquents (en particulier en communication) pour constituer sur notre territoire, une « armée d'ennemis intérieurs ».

De nombreux facteurs sont aussi à prendre en compte :

- L'évolution du contexte mondial et de la fin des idéologies.
- L'avènement progressif de ce qu'un journal français qualifie de l'ère de la « post-vérité » ou que le président des États-Unis nomme les « faits alternatifs » ; le tout renforcé par les réseaux sociaux où toute affirmation vaut en soi et où tout se vaut.
- Bien sûr en France on ne peut ignorer notre histoire récente, nos relations avec nos ex-colonies et le sentiment d'injustice qui prévaut chez de nombreux

jeunes issus de l'immigration.

- Outre tous ces éléments de contexte, il convient de souligner à nouveau que les jihadistes ciblent des individus jeunes, en recherche, pour lesquels le Jihad peut apparaître comme une « offre idéalisée ».
- Enfin pour nombre de ces jeunes, l'environnement familial et ses dysfonctionnements propres peuvent constituer un facteur de risque supplémentaire.

Et pourtant, rien de tout cela n'est systématique ou mécanique. Il y a la part du hasard, la mauvaise rencontre au mauvais moment. Le psychiatre Serge Hefez soumet, avec prudence, une hypothèse que je cite :

« L'adolescence est un processus de quête, le passage de l'état de membre de la communauté familiale à celui de sujet social, capable de trouver en lui-même sa propre liberté. Cette séparation de la famille peut se faire de manière progressive ou violente parce qu'impossible autrement. Certaines familles dysfonctionnelles sont comme des sectes en mettant en œuvre des clôtures avec l'environnement. Cela empêche le déroulement harmonieux entre ce que l'adolescent va chercher à l'extérieur et ce qu'il trouve à l'intérieur. Cela rend la double appartenance familiale et sociale impossible. La seule voie que trouve alors l'adolescent est paradoxalement une autre emprise encore plus forte. »

Toujours selon S. Hefez on observe une prévalence de ce phénomène chez les familles de jeunes radicalisés.

## Comment agir ?

Les actions menées par le CCMM varient selon les départements en fonction de la sociologie locale, l'organisation des cellules de suivi et le degré d'implantation des réseaux jihadistes dans le département :

✔ En tout premier lieu, le soutien et le conseil aux familles, confrontées à des injonctions contradictoires : demeurer les garants de l'autorité et de la sécurité dans l'espace familial, ne pas rompre avec les jeunes qui s'y opposent et deviennent progressivement insensibles au discours de la raison.

✔ Avec les jeunes, et après avoir trouvé leur accès, la difficulté réside dans le fait que les propositions des jihadistes sont totalisantes et symboliquement « réparatrices des dysfonctionnements du monde ».

✔ Après avoir évalué leur degré d'engagement dans le processus de radicalisation, il s'agit d'identifier les causes et les motivations du basculement. Selon le diagnostic établi la « contre-offre » peut être :

- Un suivi social en collaboration avec les services compétents, l'accompagnement dans la reprise d'un cursus scolaire ou d'apprentissage en vue d'une insertion professionnelle.
- Un suivi de type thérapeutique, en particulier des thérapies familiales. Le processus de radicalisation est souvent chez les jeunes l'expression ou l'exacerbation d'un dysfonctionnement familial, important ou mineur, même s'il ne peut se réduire à cela. Les résultats observés aujourd'hui nous incitent à la prudence. Dans un processus d'embrigadement qui peut se prolonger sur un ou deux ans, le suivi thérapeutique interrompt la progression qui pourrait conduire à la violence ; mais le groupe d'appartenance radicale n'est jamais très loin.

Quels que soient les contextes, il est fréquemment nécessaire de sensibiliser les acteurs sociaux aux particularités du processus de radicalisation et à ses évolutions rapides, mais aussi d'échanger, de capitaliser, d'affiner notre compréhension. Le caractère récent du phénomène de radicalisation chez les jeunes ne permet pas à ce stade de nous référer à des recherches, études scientifiques ou statistiques.

La réactivité avec les jeunes est impérative. La prudence dans les diagnostics est requise.

Les échanges d'expériences tels que proposés dans ce colloque par la FECRIS sont une heureuse initiative.

